

À Alger, Darmanin a tenté de ménager la chèvre et le chou

 bvoltaire.fr/a-alger-darmanin-a-tente-de-menager-la-chevre-et-le-chou

Victoire Riquetti

21 mai 2026

Lundi 18 mai, Gérard Darmanin, garde des Sceaux, était de visite en Algérie. Cette fois, le ministre de la Justice s'est gardé de reproduire le tollé qu'il avait suscité en tant que ministre de l'Intérieur, lorsqu'en 2020 il avait déposé une gerbe [en hommage aux « martyrs » du FLN](#). Ménagerait-il la chèvre algérienne et le chou français dans une perspective électorale ? C'est ce que semblent croire certains, de part et d'autre de la Méditerranée.

Nouvelle noce franco-algérienne...

Il y a des réactions dithyrambiques, comme celle de [Ségolène Royal, sur X](#), qui ne cache pas sa joie de voir que « *le gouvernement reconnaît enfin, après des années d'aveuglement qui ont coûté cher à notre coopération sécuritaire et à nos partenariats économiques et énergétiques, que "l'Algérie est un grand pays voisin et qu'il faut coopérer, etc., etc."* » Frôlant le ridicule, elle n'hésite pas, d'ailleurs, à s'auto-congratuler : « *Je m'en réjouis car je reconnais mot pour mot ce que j'ai dit, sous le feu de critiques méprisantes* », écrit-elle, bravache, en fustigeant la politique macronienne vis-à-vis de l'Algérie : « *Il est temps de s'en rendre compte après neuf ans de pouvoir et à un an de la fin du quinquennat et après avoir tout bloqué par des comportements et déclarations vexatoires envers l'Algérie.* » Gardons-nous de doucher un tel enthousiasme, mais, côté algérien, tout ne semble pas si rose !

Le média [El Moudjahid](#) revient sur cette visite française et sur l'interview de [Gérald Darmanin au micro d'Europe 1 et CNews](#), à son retour, en saluant sa volonté de « *dépasser l'accord de 1968* » pour un « *traité d'amitié* », et reconnaît que les déclarations du ministre de la Justice montrent que « *la France affiche donc une volonté assumée de tourner la page du désaccord avec Alger* ». De là à publier les bans de la noce, il reste un grand pas que rappelle le média algérien réputé proche du gouvernement de Tebboune : « *Côté algérien, le principe demeure inchangé. Le respect mutuel est la condition première. Cette évolution dans le discours français ne peut donc susciter ni enthousiasme naïf ni surinterprétation diplomatique. L'Algérie, fidèle à sa ligne, continue de privilégier le dialogue lorsque celui-ci s'inscrit dans une logique d'équilibre, tout en rappelant que toute dynamique durable ne peut se construire sur l'ambiguïté ou sur les calculs conjoncturels* », conclut l'article.

...ou bien amitié intéressée pour préparer 2027 ?

Alors, faut-il croire, comme Bruno Retailleau, qu'« *avec le régime d'Alger, la politique des bons sentiments est condamnée à l'échec* » ? D'aucuns se demandent surtout si Gérard Darmanin ne prépare par le terrain pour 2027. Le média [Observ Algérie](#), par exemple,

relève qu'« à son retour en France, le ministre français a multiplié les interventions médiatiques sur des chaînes et radios réputées proches de la droite conservatrice et de l'extrême droite, notamment CNews et Europe 1 », et explique que « pour plusieurs analystes, le ministre chercherait avant tout à consolider son image auprès d'un électorat sensible aux thèmes de l'immigration et de l'autorité [...] ». Cela serait vu par ses détracteurs « comme une tentative de séduire une partie de l'électorat de droite radicale dans un contexte politique français marqué par une forte concurrence sur ces sujets ».

Reste à savoir si ledit électorat de droite se laissera draguer si facilement. D'autant que pour le député RN des Bouches-du-Rhône Franck Allisio, c'est l'inverse : « comme M. Payan ou M. Delogu avant lui, M. Darmanin est allé en Algérie par pur électoralisme » : « On ne peut pas évidemment faire semblant d'ignorer qu'il y a une arrière-pensée électorale dans les sorties de M. Darmanin », explique-t-il, au [micro d'Europe 1](#). Pour lui, c'est parce que Darmanin « pense à 2027 » qu'il « pense à cet électorat », au poids politique de la diaspora algérienne et qu'il recherche le soutien implicite du gouvernement algérien, qu'il est allé « traiter de cette manière » avec l'Algérie sans « rappeler nulle part que c'est une dictature » ni que c'est « un des pays qui a le discours officiel le plus antifrançais ».

Ménager la chèvre algérienne et le chou français

En même temps macronien ou jeu d'équilibriste sur une ligne de crête électorale ? Dans [La Nouvelle Revue politique](#), Xavier Driencourt relève que Darmanin est le sixième visiteur officiel de la France en Algérie, en deux mois, ce qui « montre simplement que l'Élysée est décidé, quoi qu'il en coûte, à régler le dossier algérien et à empêcher que celui-ci devienne ou reste un des enjeux de la bataille électorale de 2027 ». Pour lui, « en recevant avec des égards particuliers Gérard Darmanin, Alger intervient dans la campagne électorale française et marque son soutien au ministre de la Justice et possible candidat à l'élection de 2027 ». C'est que, explique-t-il, Darmanin serait « le "moins pire" des candidats français [...] simplement parce qu'il est le seul à s'être prononcé contre l'abrogation de l'accord franco-algérien de 1968, au contraire d'Édouard Philippe, Bruno Retailleau et Gabriel Attal ». Et puis, ajoute-t-il, « l'Élysée cherche à construire un récit ou un narratif officiel destiné à prouver que la méthode Macron-Barrot-Nuñez a été la méthode efficace. Et surtout à éviter que l'Algérie soit un thème du débat électoral. »

C'est qu'en Algérie, si on en croit l'interview de Benjamin Stora pour le média [TSA](#), on s'inquiète d'une potentielle arrivée de l'extrême droite à l'Élysée en 2027 : « La bataille culturelle débute, elle démarre, et elle va être difficile. » Effectivement, dans cette perspective, Gerald Darmanin pourrait bien être le moindre mal algérien ...

Une chose est sûre : de part et d'autre de la Méditerranée, on constate que le ministre de la Justice préparait 2027 .